

• (1550)

Voici d'ailleurs un des principaux éléments. Nous nous sommes simplement inspirés du président Reagan, qui a assujéti les sociétés américaines à un impôt minimum après avoir constaté, comme nous, que des milliers de sociétés ne payaient pas un sou d'impôt. Au Canada, selon les dernières estimations, on pense que 69 000 sociétés, échappent complètement au fisc. Les autorités américaines ont jugé que pareille situation était injuste. Nous le pensons aussi et c'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'établir un impôt minimum sur les sociétés pour que ces 69 000 sociétés rentables paient leur juste part d'impôts.

À l'instar de tous les Canadiens, je pense que ce n'est pas normal que le caissier d'une succursale de la Banque Royale du Canada paie parfois plus d'impôts que la société qui l'emploie. Nous pensons que c'est un régime fiscal injuste.

Des voix: Bravo!

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre s'il vous plaît. Un mot simplement pour bien préciser la nature de ce qui se passe. Le leader du NPD a demandé que la période de 20 minutes soit partagée en deux, et j'étais sous l'impression que la période des questions et commentaires ne venait qu'après les deux discours. Alors je m'excuse, j'aurais dû normalement reconnaître quel qu'un de l'autre côté, mais je me reprendrai après le prochain discours. J'accorde donc la parole pour 10 minutes à l'honorable député de New Westminster—Burnaby.

[Traduction]

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, il y a deux ans aujourd'hui que j'ai été élue députée pour la première fois, et il y a également deux ans que le gouvernement a été réélu. La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui ne fait que confirmer ce que disent les Canadiens: le gouvernement devrait démissionner. Le moment est en effet venu pour le premier ministre de démissionner et de déclencher des élections générales au Canada. Voilà ce que réclament tous les Canadiens d'un océan à l'autre.

Depuis deux ans que le gouvernement a été réélu, j'aimerais examiner ce qu'il a accompli pour les femmes de notre pays. Dans ce domaine, le gouvernement a échoué lamentablement. Je dirai qu'après avoir fait d'innombrables promesses au cours de la dernière campagne électorale au sujet de l'égalité des femmes au Canada, il

Initiatives ministérielles

n'a rien fait. Il a fait moins que rien, monsieur le Président. Il les a fait régresser.

Le gouvernement n'a absolument rien fait pour améliorer le sort des Canadiennes. Qui plus est, comme l'a signalé le leader du Nouveau parti démocratique à la Chambre, il a prouvé qu'il fait peu de cas de l'opinion publique en présentant un projet de loi qui criminalise l'avortement, et ne respecte pas les valeurs chères à la majorité des Canadiens.

Depuis trois ans que l'avortement ne figurait plus au Code criminel, le gouvernement a décidé de l'y replacer. Même si au cours de cette période le nombre des avortements au Canada n'a pas augmenté, même si les Canadiennes ont démontré qu'elles étaient des personnes intègres qui méritent notre confiance, le gouvernement a décidé de criminaliser de nouveau l'avortement.

Qu'importent les promesses mirobolantes du premier ministre; j'entends en rappeler une qu'il a faite au cours de la campagne électorale. Le premier ministre a déclaré qu'aucun gouvernement conservateur ne se laisserait arrêter par des considérations financières quand viendrait le moment d'appuyer des initiatives propres à favoriser l'égalité. Pourtant, monsieur le Président, non seulement le gouvernement actuel a-t-il manqué à sa promesse, mais il a foulé au pied le dépôt sacré—c'est l'expression du premier ministre—de 52 p. 100 de l'électorat canadien, à savoir les femmes de notre pays.

Rien que dans son dernier budget, le ministre des Finances a retranché 1,6 million de dollars des crédits que le secrétariat d'État consacrait aux femmes; il a réduit de 1,75 million de dollars les crédits que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social avaient affectés à la caisse d'aide aux projets spéciaux en matière de garde d'enfants.

À propos, où donc se trouve le programme national de garde d'enfants dont nous ne cessons d'entendre parler? Où est donc ce programme national de garde d'enfants dont nous avons tant entendu parler au cours de la campagne électorale de 1984, puis de nouveau au cours de la campagne électorale de 1988? Où est donc ce programme que le gouvernement devait mettre sur pied pour les petits Canadiens? Où sont donc les 6,4 milliards de dollars qu'il nous avait promis à maintes reprises?

Non seulement cet argent a disparu, monsieur le Président, mais le premier ministre a perdu sa crédibilité. Il aggrave encore son cas en apportant de nouvelles réductions au Régime d'assistance publique du Canada en Ontario, en Alberta, et dans ma province, la Colombie-Britannique. Il importe de comprendre que c'est au